

« Face aux factieux et aux casseurs, la République doit être implacable »

« Les scènes de violence et de saccage qui se sont déroulées hier partout en France et jusque tard dans la nuit sont intolérables.

À Limoges, un hôtel de ville incendié. À Lille et Marseille, des mairies envahies et dégradées. À Bordeaux, la résidence de la préfète saccagée. À Paris, des commerces pillés et des groupes déterminés à s'approcher de l'Élysée. Dans le Grand Est aussi, à Strasbourg, Nancy ou Mulhouse, des commerces, des équipements publics et du mobilier urbain ont été pris pour cible.

Ce ne sont plus des débordements. Ce sont des attaques délibérées contre la République, ses symboles, ses services publics et contre des femmes et des hommes qui n'ont rien demandé : commerçants, salariés, agents publics, habitants de nos centres-villes.

La République garantit à chacun la liberté de manifester, de contester et d'exprimer sa colère. Mais ceux qui profitent de cette liberté pour détruire, piller et chercher l'affrontement ne manifestent pas : ils veulent imposer la violence et semer le chaos. Face à des factieux auxquels se mêlent des bandes de délinquants venues piller, la République doit être implacable.

Je demande au Gouvernement de mobiliser tous les moyens que permet l'État de droit pour empêcher la répétition de ces scènes. Partout où les conditions de sécurité ne peuvent plus être garanties et où existe un risque sérieux de nouveaux troubles graves, les préfets doivent pouvoir interdire les rassemblements présentant un tel risque et disposer de tous les moyens nécessaires pour faire respecter ces décisions. À Paris comme dans les grandes villes qui ont été frappées hier, aucune faiblesse n'est permise.

Défendre l'État de droit, ce n'est pas accepter passivement que l'on attaque l'État. C'est précisément utiliser toute la force du droit pour protéger nos libertés, nos institutions, nos forces de l'ordre, nos services publics et nos concitoyens.

J'attends aussi de toute la classe politique, sans exception ni ambiguïté, une condamnation absolue de ces violences. Ceux qui les excusent, les relativisent ou les légitiment portent une responsabilité politique considérable. Et les responsables publics qui appelleraient à la violence ou la justifieraient doivent répondre de leurs paroles dans le cadre prévu par la loi.

Enfin, nous ne pouvons pas abandonner les commerçants et entrepreneurs qui découvrent ce matin leur outil de travail détruit ou pillé. Je demande au Gouvernement de mettre en place un dispositif exceptionnel d'indemnisation accélérée, inspiré de ce que notre pays sait faire face aux catastrophes naturelles : déclaration simplifiée, expertise et traitement des dossiers en urgence, mobilisation coordonnée de l'État et des assureurs et avances rapides pour permettre aux entreprises de redémarrer sans attendre. Les collectivités et les chambres consulaires doivent être pleinement associées à ce dispositif.

Derrière chaque vitrine brisée, il y a une entreprise, des emplois et souvent le travail de toute une vie. Ceux qui ont déjà subi la violence des casseurs ne doivent pas subir, demain, la lenteur des procédures.

Hier, certains ont voulu montrer que la violence pouvait être plus forte que la République. Ils doivent recevoir une réponse sans ambiguïté : la République ne cédera rien à ceux qui veulent la mettre à terre. »

Franck Leroy, Président de la Région Grand Est.